

Aéroports, écoles, santé, transports : partout manque de personnel et bas salaires !

Fin juin, les travailleurs des aéroports étaient en grève pour dénoncer le manque de personnel, la surcharge de travail et les salaires trop bas. Ceux de Brussels Airlines dénonçaient, entre autres, des journées de 10 à 11h, le manque de repos entre deux services qui rend leur travail pénible et dangereux pour la sécurité de tous ; ceux de Ryanair, les nombreuses heures d'attente entre deux vols, non payées, les « erreurs » incessantes sur leurs fiches de paie...

Le secteur aérien est aussi touché par des grèves en Espagne, en Grande-Bretagne, en France, en Suède... car partout ce sont les mêmes problèmes de dégradation des conditions de travail et de salaires.

Et il n'y a pas que les grèves pour que des milliers de vols soient annulés. Le manque de personnel y contribue beaucoup !

Sous prétexte de la crise du covid, les compagnies aériennes avaient licencié une partie de leur personnel. 1 000 sur 4 000 chez Brussels Airlines. Malgré la reprise des vols et des profits, seule une partie du personnel a été réembauchée, souvent à des conditions inférieures, alors que les compagnies aériennes ont reçu des milliards des États, en soutiens divers et indemnités de chômage temporaire.

Il ne manque pourtant pas de main-d'œuvre ! De très nombreux travailleurs, y compris qualifiés, sont à la recherche d'un emploi et n'en trouvent pas, ou alors seulement en intérim, ou à temps partiel, ou avec des horaires démentiels et des salaires ridicules, même dans les secteurs dit « en pénurie », comme l'Horeca et la construction, où les patrons recherchent soi-disant désespérément du personnel.

La prétendue pénurie de personnel est en réalité le résultat d'une politique d'austérité des entreprises et des gouvernements depuis des décennies.



La suppression d'innombrables emplois au fil des ans, dans le secteur privé comme dans le public, fait que partout les travailleurs sont sous pression, que le travail est épuisant. En plus dès que quelqu'un est absent pour maladie ou en congé, dès qu'il y a un retard dans l'approvisionnement... c'est encore pire !

Cela cause le chaos actuel dans les aéroports et bien au-delà, dans de nombreuses entreprises, dans la santé et les écoles.

Dans les écoles, on ne compte plus les heures de classe supprimées par manque d'enseignants. Certains cours n'ont pas pu être donnés du tout !

Dans la santé, le manque de personnel est criant. Malgré la pandémie et la catastrophe révélée au grand jour, aucune politique n'a été mise en œuvre pour embaucher massivement, avec des contrats, des horaires et des salaires qui permettent de faire le travail correctement. L'épuisement finit par pousser à la démission de nombreux soignants, aggravant le manque de personnel !

Le manque de personnel n'est pas une fatalité, mais une politique de la classe dirigeante. Économiser sur le personnel est un moyen pour les capitalistes d'augmenter leurs profits, et pour les États de faire des économies. Et tant pis si le travail est rendu impossible, tant pis si les avions sont cloués au sol, si des usines sont à l'arrêt par manque d'approvisionnement, si les jeunes n'apprennent plus correctement à lire, si les soins de santé sont reportés !

Les capitalistes continuent à faire des économies car c'est le seul moyen de maintenir voire d'augmenter leurs bénéfices en période de crise. Les débouchés dans le monde entier sont saturés. Cela nous conduit droit dans le mur : comment les gens pourront-ils continuer à acheter s'ils deviennent de plus en plus pauvres ?

Les capitalistes maintiennent ou augmentent leurs bénéfices en étant aussi plus agressifs envers d'autres capitalistes pour les débouchés restants, avec les guerres commerciales, voire les guerres militaires, que cela engendre.

On ne pourra sortir de cette situation qui va vers la catastrophe que par un programme de revendications radical et des luttes sociales larges et déterminées.

Pour faire face au manque de personnel dans les services publics comme dans les entreprises privées, il n'y a pas d'autre solution que d'imposer l'embauche massive de personnel. Il est même nécessaire d'imposer le partage du travail existant jusqu'à supprimer le chômage.

Les salaires et pensions devront aussi être revalorisés pour permettre à tous de vivre, 2 000 euros net par mois devrait être un minimum.

Bien sûr cela entraînera une baisse des profits ! Des patrons crieront à la faillite ? Que leurs comptes soient publiés et on verra comment et où sont passés les bénéfices précédents !

Pour que ces revendications soient imposées au patronat et aux gouvernements, il faudra que les luttes partielles se généralisent en un mouvement bien plus large. C'est à cela que les travailleurs conscients peuvent contribuer.

